

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 03/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NEXSTONE**

carrière de Raon l'Étape et de Moyenmoutier

Références : S-25-740RP

Code AIOT : 0006202416

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2025 de la carrière NEXSTONE implanté 1 rue de la Trouche 88110 Raon-l'Étape. L'inspection a été annoncée le 29/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NEXSTONE
- 1 rue de la Trouche 88110 Raon-l'Étape
- Code AIOT : 0006202416
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Carrière

L'activité de la société NEXSTONE est dédiée à l'extraction de matériaux basaltiques destinés notamment à des usages ferroviaires (ballast) et routiers (gravillons, couche de roulement). L'exploitation de la carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 1187/2009 du 16 juin 2009 modifié.

Le référentiel réglementaire utilisé pour le contrôle est :

- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 1291/2022/DREAL/UD88 du 5 janvier 2023 ;
- l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Flexibles	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.9.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente inspection</u> : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Volume distribué – statut classement	Code de l'environnement, Rubrique 1435	/	Sans objet
2	Mise à la terre des équipements	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.8	/	Sans objet
3	Installation électriques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.7	/	Sans objet
4	Rétention	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.9	/	Sans objet
5	État des stocks	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.5	/	Sans objet
6	Vérification installations électriques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.6	/	Sans objet
7	Consigne de sécurité	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.7	/	Sans objet
8	Consigne de sécurité	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.7	/	Sans objet
10	Conformité des émergences	AP de Mise en Demeure du	Avec suites, demande de justificatif à l'exploitant	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		05/01/2023, article 1		
11	Retombées de poussières - Campagne de mesure	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Sans objet
12	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.1	/	Sans objet
13	Protection faune - aménagement mare	Arrêté Préfectoral du 21/10/2022, article 11	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de non-conformité majeure.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Volume distribué – statut classement

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, Rubrique 1435
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Statut ICPE -Rubrique 1435
<b>Prescription contrôlée :</b> Le volume annuel de carburant liquide distribué est supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> (DC).
<b>Constats :</b> Le volume de GNR distribué via les deux stations services présentes sur le site est d'environ 957m <sup>3</sup> pour l'année 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Mise à la terre des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, tuyauteries) sont mis à la terre conformément à la norme NF C 15-100, version décembre 2002, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert de liquides inflammables ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques seront reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise de terre unique. La continuité des liaisons devra présenter une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre sera inférieure à 10 ohms.
<b>Constats :</b>  Les équipements sont bien mis à la terre avec vérification annuelle par l'APAVE dans le cadre du contrôle des installations électriques. Le dernier contrôle date du 30 octobre 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Installation électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque électrique
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• présence d'un dispositif de coupure générale (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li><li>• présentation du justificatif attestant de la réalisation de l'essai annuel de bon fonctionnement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li></ul>
<b>Constats :</b>  Les deux stations services disposent d'un arrêt coup de poing vérifié par l'APAVE lors du contrôle annuel. Le dernier contrôle date du 30 octobre 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution des eaux et des sols
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sauf pour la boutique et le local de réserve annexe, le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Un dispositif empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux points 5.5 et 7 de la présente annexe.
<b>Constats :</b>  Il existe des rétentions au droit des deux stations services.  L'aire de ravitaillement est étanche et les eaux de ruissellement sont recueillies et traitées par un des séparateurs d'hydrocarbures.  La société effectue un nettoyage des séparateurs tous les ans. Le dernier date de 06 février 2025. Les bordereaux de suivi des boues et des eaux hydrocarburées sont saisis sous Trackdéchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution des eaux et des sols
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est en mesure de fournir une estimation des stocks ainsi qu'un bilan quantités réceptionnées, quantités délivrées pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un registre de suivi informatique en temps réel sur l'état des stocks et la consommation de GNR par véhicule.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Vérification installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.
<b>Constats :</b>  L'APAVE réalise un contrôle annuel des installations électriques du site dont notamment les deux stations services. Le rapport de l'APAVE ne relève pas de non conformités au droit des stations services.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Consigne de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  A. Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.5 de la présente annexe ;</li><li>• l'obligation du plan de prévention pour les parties de l'installation visées au point 4.6 de la présente annexe ;</li><li>• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li><li>• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.5 de la présente annexe ;</li><li>• les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.</li></ul> Objet du contrôle : <ul style="list-style-type: none"><li>• affichage des consignes dans les lieux fréquentés par le personnel.</li></ul>

**Constats :**

Les consignes de sécurité sont affichées au droit des deux stations services. Elles indiquent entre autre les consignes de dépotage, la conduite à tenir en cas d'incendie ou de déversement accidentel.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Consigne de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, risque électrique

**Prescription contrôlée :**

B. Une formation du personnel lui permet :

- d'être sensibilisé aux risques inhérents à ce type d'installation ;
- de vérifier régulièrement le bon fonctionnement des divers équipements pour la prévention des risques ;
- de prendre les dispositions nécessaires sur le plan préventif et à mettre en œuvre, en cas de besoin, les actions les plus appropriées.

Le préposé à l'exploitation est en mesure de rappeler à tout moment aux usagers les consignes de sécurité.

**Constats :**

Deux mécaniciens sont formés. Un exercice a été réalisé en 2024 au droit des stations services afin de compléter leur formation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Flexibles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.9.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Pollution des eaux et des sols

**Prescription contrôlée :**

Les flexibles de distribution sont conformes à la norme NF EN 1360 de novembre 2005 (pour l'aviation, les flexibles sont conformes aux dispositions prévues dans la norme spécifique en vigueur). Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication. Dans le cas des installations exploitées en libre-service, les flexibles autres que ceux présentant une grande longueur et destinés au transvasement de gazole et de carburants aviation sont équipés de dispositifs de manière à ce qu'ils ne traînent pas sur l'aire de distribution. Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques. Un dispositif approprié empêche que le flexible ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible est changé après toute dégradation. Pour les hydrocarbures liquides, dans l'attente d'avancées techniques, seuls les appareils de distribution mis en place postérieurement au 03 août 2003 et d'un débit inférieur à 4,8 mètres cubes par heure sont équipés d'un dispositif anti-arrachement du flexible de type raccord-cassant.



**Constats :**

Le flexible de la station service au droit du "primaire" date de 2021, son remplacement est prévu pour 2027.

Le flexible de la station service au droit de "l'atelier" date de 2005. L'exploitant a vérifié son état. Lors du contrôle, l'inspection n'a pas identifié visuellement de dégradation anormale de celui-ci. Une protection anti-frottement a été ajoutée pour limiter sa détérioration. Un devis est en cours pour effectuer le changement du flexible.

La société Nexstone a transmis un bon de commande relatif au changement du flexible datant du 16 juin 2025.

Au vu du bon de commande, le service de l'inspection propose de ne pas engager de suite administrative.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de changer le flexible sous un délai de 1 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 10 : Conformité des émergences**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 05/01/2023, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, bruit

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/09/2024 ;
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites ;
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant ;
- date d'échéance qui a été retenue : 3 mois

**Prescription contrôlée :**

La société SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE L'EST, exploitant une carrière à ciel ouvert de basalte sur la commune de RAON-L'ÉTAPE, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé relatives au respect des niveaux de bruit dans les zones à émergences réglementées sous un délai de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté.

La nature et le calendrier de mise en place des mesures de réduction nécessaires devront être communiqués, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, à la DREAL.

Après la réalisation de la campagne de mesure de bruit de 2023, l'exploitant procédera à une analyse de l'efficacité des mesures de remédiation prises. Les conclusions de cette analyse seront transmises à la DREAL en même temps que les différents rapports liés à la surveillance environnementale (eaux de surface, bruit et émissions de poussières dans l'environnement).

**Constats :**Visite du 27 septembre 2024 :

Lors de l'inspection de 2024, le service de l'inspection a pu constater les actions menées par l'exploitant afin de respecter les valeurs limites de bruit.

Dans le rapport de contrôle transmis le 24 juin 2024 relatif aux émergences, on peut constater une réduction des nuisances sonores de la carrière et donc une efficacité des actions engagées. L'ensemble des mesures respectent les valeurs limites sauf pour un point de mesure.

Au niveau du hameau de Chavré, on constate une émergence de +4 dB(A) soit un dépassement de la valeur limite (+3 dB(A)).

L'exploitant s'est alors engagé dans une démarche d'amélioration continue afin de réduire les nuisances sonores émises par le site. L'exploitant a proposé aux riverains la mise en place d'une haie de résineux en plus des feuillus qui améliorera l'impact paysager en période hivernale et qui pourrait également avoir un effet positif sur les nuisances sonores.

Compte tenu de l'amélioration significative de la situation et de la démarche d'amélioration continue, l'inspection propose de réexaminer la situation sur la base de la prochaine campagne de mesure prévue en 2025.

Visite du 05 juin 2025 :

La dernière campagne de mesure du bruit a été réalisée le 30 mai 2025. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'avait pas reçu le rapport de contrôle.

Le rapport de contrôle a été transmis par courriel, le 24 juin 2025. Dans le rapport de contrôle, l'ensemble des points de mesure respecte les valeurs limites d'émergence en période diurne comme en période nocturne (a niveau du hameau de Chavré, on constate une émergence de +2 dB(A) en période diurne et nocturne pour une valeur limite +4 dB(A) en nocturne et +5 dB(A) en diurne).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 11 : Retombées de poussières - Campagne de mesure**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, retombées de poussières

**Prescription contrôlée :**

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

**Constats :**

L'exploitant a transmis le bilan 2024 des retombées de poussières et le rapport de mesure de la surveillance environnementale du 1er semestre 2025.

Au vu du bilan annuel 2024, la concentration maximale en retombées de poussières est situé au point 1 à proximité des installations de traitement des matériaux avec des concentration de 136 et 244 mg/m<sup>2</sup>/j pendant les campagnes de mesures. Tous les autres points de mesures ont des concentration inférieur.

<p>A noter qu'au niveau du témoin, on a observé des concentration de 27,8 et 125 mg/m<sup>2</sup>/j.</p> <p>Pour la campagne de 2025, il a été observé une concentration de 725 mg/m<sup>2</sup>/j. Cette forte concentration est dû au déplacement du stock de matériaux présent à côté du point de contrôle lors de la campagne de mesure. Néanmoins sur une année glissante (2<sup>nd</sup> semestre 2024 et 1<sup>er</sup> semestre 2025), la concentration des retombées de poussière au point 1 est de 484,5 mg/m<sup>2</sup>/j = <math>[(244 + 725)/2]</math> soit inférieure à 500 mg/m<sup>2</sup>/j.</p> <p>L'ensemble des autres points de mesures sont inférieur à 50 mg/m<sup>2</sup>/j.</p> <p>A noter qu'au niveau du témoin, on a observé une concentration de 24,3 mg/m<sup>2</sup>/j.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre, dès réception du rapport d'analyse de la campagne de mesure du second semestre 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 12 : Plan d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Plan d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière sera établi.</p> <p>Sur ce plan seront reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>• la position des fronts de taille ;</li> <li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>• les zones remises en état.</li> </ul> <p>Ce plan est mis à jour une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan d'exploitation dûment établi le 24 octobre 2024 a été transmis par voie dématérialisée le jour de l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il a été demandé à l'exploitant de transmettre une version papier du plan d'exploitation 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 13 : Protection faune - aménagement mare

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2022, article 11
<b>Thème(s) :</b> Autre, Faune / flore
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mare pionnière peu profonde (variant de 10 cm à 50 cm de profondeur) d'une surface de 2 000 m <sup>2</sup> doit être aménagée en faveur des amphibiens dans la partie Nord-Ouest de la fosse.  Des amas de terre de découverte doivent être déposés à proximité pour servir d'hibernaculum. Le fond de la mare doit être imperméabilisé avec des matériaux fins.
<b>Constats :</b>  La mare a été créée dernièrement
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite